

Protection sociale sensible au genre dans les Caraïbes¹

Raquel Tebaldi et Charlotte Bilo, Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)

Le cinquième webinaire de la série consacrée à la protection sociale sensible à la problématique du genre s'est intéressée à la région des Caraïbes. La présentation de Bénédicte Leroy de la Brière s'est demandée si l'adoption d'une approche de la protection sociale sensible à la problématique de genre pouvait renforcer l'efficacité des programmes en matière de réduction de la pauvreté. Elle a fait un point sur l'état des connaissances dans plusieurs domaines clés, comme l'éducation et l'évolution du marché du travail, et souligné leur insuffisance actuelle. Mario Esteban Sosa a pour sa part présenté le cas du programme dominicain intitulé *Eating is first* (« l'alimentation est une priorité ») et ses dimensions sexospécifiques en matière de sécurité alimentaire.

Concernant la conception de programmes de protection sociale, Bénédicte de la Brière a souligné que le type de transfert (conditionnel ou non) influe davantage que le sexe du bénéficiaire. Si certains programmes ont entraîné une baisse des violences conjugales, d'autres ont eu un impact positif sur le pouvoir de décision des femmes, sans toutefois entraîner de véritables changements en matière de prise de décision. Elle a également évoqué le besoin d'une plus grande quantité de données sur les effets indirects que ces programmes peuvent générer, comme l'amélioration de l'accès à des cartes d'identité, aux réseaux ou au capital social et l'inclusion financière via des versements électroniques ou mobiles. On ne sait en outre pas grand-chose de l'impact des programmes de protection sociale sur des vulnérabilités sexospécifiques clés, comme les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes. De même, il s'avère nécessaire de consacrer de plus amples recherches à l'impact des écarts hommes-femmes sur la productivité des exploitations agricoles et des entreprises, sur la main-d'œuvre féminine et sur l'emploi des adultes, notamment sur leurs choix professionnels.

Pour qu'un programme tienne compte de la problématique du genre, il n'est pas suffisant de considérer les femmes comme les principaux destinataires des transferts monétaires sociaux au sein du ménage. Il importe donc de réfléchir aux différentes dimensions de l'égalité hommes-femmes, comme l'éducation, les opportunités économiques, la voix et le libre arbitre. Si la première génération de programmes s'est exclusivement concentrée sur l'accès aux ressources humaines, en particulier l'éducation et la santé, des programmes plus récents cherchent également à aborder la question des opportunités économiques, principalement au niveau du ménage. La prise en considération de l'emploi du temps des femmes et de leurs contraintes en matière de mobilité peut également permettre de rendre un programme plus sensible à la problématique du genre, tout comme l'offre de formations spécifiques visant à renforcer la résilience au harcèlement et la capacité de résoudre les conflits au sein du ménage. Comme l'a souligné Bénédicte Leroy de la Brière, on ne dispose guère d'informations sur la mise en commun des ressources ni sur le partage des risques entre les membres des ménages, en particulier dans le cas des familles non nucléaires. De plus, pour véritablement modifier la répartition des responsabilités en matière de garde des enfants, mais aussi d'opportunités économiques, elle estime que les programmes doivent mobiliser les hommes et les femmes sur un pied d'égalité, en particulier lorsqu'il est question de modifier les normes sociales. Plusieurs innovations émergentes vont dans ce sens en proposant des séances d'éducation collective et de développement familial adressées aux mères comme aux pères.

Mario Esteban Sousa a présenté les résultats d'un projet d'évaluation participative qui a éclairé l'analyse des dimensions sexospécifiques du programme dominicain *Eating is First*. Celui-ci verse une subvention mensuelle d'environ 18 USD destinée à l'achat de différents aliments disponibles dans des magasins agréés par le programme. Le Gouvernement dominicain a lancé ce programme en 2004 pour faire face à la crise financière, qui avait de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire du pays. Environ 760 000 ménages en bénéficient actuellement.



Étant donné que deux tiers des ménages bénéficiaires sont dirigés par des femmes, l'accent a été mis sur la façon dont ces dernières perçoivent le programme et son évaluation. Mario Esteban Sousa a précisé que deux observations permettent de mieux comprendre les dimensions sexospécifiques du programme : la mobilité hommes-femmes et les relations d'endettement au sein des communautés. Les entretiens organisés dans le cadre du groupe cible ont indiqué que la plupart des femmes effectuaient des achats alimentaires quotidiens auprès de petits magasins communautaires, qui pratiquent souvent des prix plus élevés que de plus grands supermarchés situés plus loin. Plusieurs raisons peuvent expliquer la plus faible mobilité des femmes, comme la nécessité de s'occuper des enfants et des personnes âgées, les petits emplois exercés à proximité du domicile, le coût élevé des transports et parfois des contraintes de sécurité. Pour lever ces restrictions liées aux responsabilités assumées par les femmes en matière de soins, le Gouvernement dominicain a récemment lancé la construction de garderies et envisage actuellement d'augmenter le nombre de maisons de soins consacrées à l'accueil des personnes âgées.

La seconde observation majeure présentée par Mario Esteban Sousa a trait aux relations d'endettement au sein des communautés. En raison de leur proximité physique, les familles bénéficiaires et les propriétaires de petits magasins locaux se connaissent et entretiennent d'étroites relations, qui permettent d'acheter à crédit. Bien que cette forme d'endettement ne soit pas officiellement autorisée par le programme, il s'agit d'une stratégie essentielle d'atténuation des crises lorsque les bénéficiaires ont déjà épuisé leur subvention mensuelle. Mario Esteban Sousa a indiqué que de nombreuses femmes préfèrent acheter à crédit auprès de magasins locaux plutôt que dépenser moins en se rendant dans des supermarchés plus lointains. Pour de nombreuses femmes, la disponibilité de magasins au sein de la communauté revêt une importance vitale pour leur accès à l'alimentation, même si ces magasins pratiquent des prix plus élevés.

Pour conclure, Mario Esteban Sousa estime que, pour éviter d'exacerber davantage l'insécurité alimentaire, en particulier dans les ménages dirigés par des femmes, les futurs projets pilotes ou propositions de changement de la conception actuelle du programme doivent reconnaître : 1) le rôle des magasins de proximité communautaires dans l'accès physique des femmes à l'alimentation des femmes, en raison de leur mobilité plus réduite et 2) l'importance des relations d'endettement informel pour la sécurité alimentaire des femmes.

Références :

IPC-IG et FAO. 2016. *Gender sensitive social protection in the Caribbean* (enregistrement du webinaire). Site Web Socialprotection.org. <<http://socialprotection.org/gender-sensitive-social-protection-caribbean>>. Consulté le 28 décembre 2016.

IPC-IG and FAO. 2016. Présentation du webinaire intitulé « Gender sensitive social protection in the Caribbean ». Site Web Socialprotection.org. <<http://socialprotection.org/discover/publications/webinar-presentation-gender-sensitive-social-protection-caribbean>>. Consulté le 28 décembre 2016.

Note :

1. Ce webinaire a été organisé dans le cadre d'une série consacrée à la protection sociale tenant compte de la problématique du genre, une initiative conjointe de l'IPC-IG et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) visant à favoriser le développement d'une communauté de pratique afin de promouvoir l'égalité des sexes en protection sociale. Ce webinaire a eu lieu le 12 décembre 2016, avec la participation de Bénédicte Leroy de la Brière (Groupe de la Banque mondiale) et Mario Esteban Sosa (Direction technique de la coordination des politiques sociales, République dominicaine).